



Cabinet de la Ministre du Budget et de la Fonction publique, chargée de  
la Loterie Nationale et de la Politique scientifique

Kabinet van de Minister van Begroting en van Ambtenarenzaken, belast  
met de Nationale Loterij en Wetenschapsbeleid

Bruxelles, le 12 juillet 2019

## COMMUNIQUE DE PRESSE

---

### Un point sur la situation budgétaire du pays d'ici fin juillet

Lors du Comité restreint des Ministres de ce vendredi, le Gouvernement fédéral a pris la décision de demander un rapport au Comité de Monitoring concernant la situation budgétaire de la Belgique et l'exécution des crédits provisoires pour l'année 2019. L'objectif est de pouvoir faire le point dès fin juillet.

La Ministre fédérale du Budget, Sophie Wilmès, commente : « *Nous savions que la trajectoire budgétaire a tendance à se dégrader. Les raisons sont diverses ; entre autres l'augmentation des dépenses en pension, la hausse de la contribution RNB à l'Union européenne mais aussi l'absence de contrôle budgétaire vu que le gouvernement sortant est en affaires courantes et n'a donc pas la capacité de prendre les mesures nécessaires au maintien des objectifs budgétaires. À cela s'ajoute le ralentissement attendu de la croissance économique annoncé par les différentes institutions nationales et internationales, ce qui aura un impact tant sur les recettes que sur les dépenses publiques. Au vu de ces différents facteurs, il est nécessaire d'avoir une vue précise sur la situation. Ce rapport sera aussi utile à ou aux futur(es) formatrice(s) ou formateur(s).* »

Pour rappel, le déficit structurel de la Belgique est passé - selon les calculs du SPF Bosa - de -2,8% du PIB en 2014 à -0,9% en 2018. Ce rapport permettra donc d'actualiser les derniers chiffres disponibles.

La Ministre du Budget rappelle que le gouvernement fédéral suit la situation budgétaire de très près et continuera sa politique de prudence budgétaire renforcée jusqu'à l'entrée en fonction d'un nouvel exécutif. À noter aussi que le gouvernement déposera en septembre à La Chambre des représentants un projet de loi portant sur les crédits provisoires pour le dernier trimestre 2019 afin d'assurer la continuité de l'État.